



**Le Syndicat.  
Die Gewerkschaft.  
Il Sindacato.**

Discours du 1er mai, Delémont  
Véronique Polito, vice-présidente du syndicat Unia

## **Salaires et pouvoir d'achat : nous pouvons faire la différence !**

(Le texte prononcé fait foi)

Chères et chers camarades,

L'année 2024 restera certainement gravée dans nos mémoires. Ce sera l'année d'une **victoire historique pour la 13<sup>ème</sup> rente AVS**. Dans une Suisse où d'habitude ce sont les banques, les managers et les grandes fortunes qui tirent leur épingle du jeu, nous avons renversé la tendance et fait passer un projet qui profite à la majorité. Ce succès n'aurait pas été possible sans une mobilisation très large de la population. Nous avons vu des jeunes s'engager dans la rue auprès des aîné-e-s pour convaincre les sceptiques qu'une société plus solidaire était possible. Nous avons vu des migrant-e-s faire le tour des communautés pour persuader les binationaux de se rendre aux urnes. La 13<sup>ème</sup> AVS était un thème partout : au café, dans les églises, dans les foyers, dans les magasins ou les baraques de chantiers. Le soir au bureau, la femme de ménage venait me faire un coucou et me parler des personnes qu'elle avait pu convaincre d'aller voter. Le 3 mars, nous étions heureux et nous étions fiers du travail accompli.

Mais notre engagement ne s'arrête pas là. Cette année, les défis sont encore nombreux. Le **pouvoir d'achat de la population baisse** depuis la sortie du Covid et le début de guerres fratricides aux frontières de l'Europe. Avec la hausse des prix, des loyers et des assurances-maladie, beaucoup de ménages se trouvent aujourd'hui toujours plus en difficulté. Les dernières statistiques sur les salaires sont sans appel : pour la troisième année consécutive, les salaires ont baissé en terme réel. Pourtant l'économie depuis la crise sanitaire a repris de plus belle et les gains de productivité n'ont cessé de progresser. Cela signifie que l'argent, au lieu d'aller dans la poche des salarié-e-s, a profité avant tout aux managers et aux grands actionnaires. L'UBS en est le meilleur exemple : alors que la banque a profité largement du rachat du Crédit suisse grâce aux 250 milliards de garantie de la Confédération, le CEO de l'UBS Sergio Ermotti s'est octroyé 14,4 millions de revenu, soit 320 fois le salaire minimum jurassien. Même après un double sauvetage par la Confédération de l'UBS et du Crédit suisse, la mentalité de self-service des managers continue d'être sans limite.

Le renforcement du pouvoir d'achat des salarié-e-s doit donc être notre prochaine priorité. Nous avons une nouvelle possibilité de faire la différence le 9 juin prochain avec **l'initiative des 10%** qui permettrait de limiter la charge des primes d'assurance-maladie. Les prochaines échéances sont aussi les **négociations salariales** là où nous avons des conventions collectives de travail. Je pense notamment aux travailleurs du secteur principal de la construction qui n'ont obtenu aucune augmentation l'année passée. Je pense également au personnel des soins dont les salaires réels ont reculé de 2% en 2023, alors même que la branche connaît une pénurie du personnel sans précédent ! Si une nouvelle crise sanitaire se déclarait demain, je peux vous garantir que les applaudissements sur les balcons ne suffiraient pas. C'est pourquoi cet automne nous avons agendé de nouvelles mobilisations pour augmenter la pression sur le patronat et la politique. Nous comptons toutes et tous sur votre soutien.

Pour garantir les salaires et le pouvoir d'achat de la population, il est essentiel également de renforcer la **protection des salaires**. La Suisse n'est pas seulement un îlot de cherté, elle est entourée de pays où le

niveau des salaires est moins élevé. La tentation de baisser les salaires, tout particulièrement dans les cantons limitrophes comme au Jura, est grande. Nous sommes depuis plusieurs années soumis à des attaques patronales contre la protection des salaires. En lien avec l'Europe, une partie du patronat, notamment dans l'industrie, critique l'existence de conventions collectives et essaient de les affaiblir. Il s'agirait notamment de faire en sorte que les salaires minimaux de CCT ne puissent plus s'appliquer à tous/toutes les salarié-e-s.

Le patronat s'attaque aussi aux **salaires minimums cantonaux**. Une révision de loi est en cours qui prévoit que les CCT puissent contourner les salaires minimaux légaux. Cela signifierait que les CCT ne seraient plus des instruments de protection des salaires, mais au contraire un moyen utilisé par le patronat pour contourner les salaires minimums votés démocratiquement dans les cantons. Les patrons pourraient donc pratiquer du dumping salarial en toute légalité et les cantons seraient contraints de subventionner leurs entreprises par le biais de l'aide sociale qu'ils devraient accorder aux travailleuses et travailleurs. Si nous voulons garantir une politique européenne qui assure la prospérité non seulement des entreprises, mais aussi des salarié-e-s, il faut que le Conseil fédéral, ainsi que les organisations patronales, prennent enfin leurs responsabilités pour renforcer la protection des salaires au lieu de l'affaiblir. Nous, les syndicats, voulons des solutions progressistes et appelons le patronat à cesser, par son attitude et ses attaques, d'amener systématiquement de l'eau au moulin de la droite nationaliste.

La dernière grande bataille cette année sera également celle du **référendum contre LPP21**. Payer plus, pour gagner moins, c'est la nouvelle **grande arnaque** que nous a concocté la droite au Parlement. Avec cette réforme, les banques et assurances pourraient continuer de s'engraisser sur le dos de nos caisses de pension. Nous avons gagné la 13<sup>ème</sup>, nous allons tout faire pour gagner ce référendum.

We can do it again !

Ma dernière pensée va aux enfants dans les territoires en guerre, notamment à Gaza. Il n'y a pas de mots pour exprimer le désarroi que ces violences sans précédents provoquent dans nos esprits. Je finirai donc par un simple appel à la paix avec ces trois mots universels :

**Peace, Schalom, Salam !**